

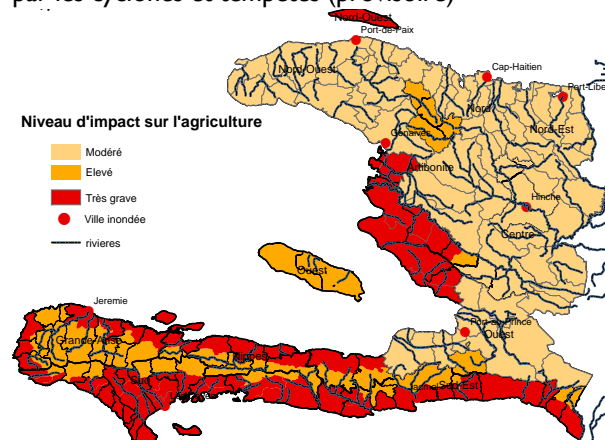
## HAÏTI Flash Info de la Sécurité Alimentaire

No 35/ Période couverte : 26 août - 30 septembre 2008

Publication Septembre 2008

- Du 15 août au 15 septembre, deux tempêtes tropicales et deux cyclones ont frappé Haïti, causant des dégâts énormes liés aux forts vents, aux débordements de rivières, et aux inondations. Les départements les plus touchés ont été l'Artibonite, l'Ouest, et les quatre de la péninsule Sud (Figure 1). Ces intempéries ont provoqué au moins 423 décès et détruit huit ponts majeurs et plus de 10,000 maisons. Elles ont aussi causé la perte de terres, de cultures et de cheptel, et endommagé de nombreuses adductions d'eau potable.
- Suite aux intempéries, la sécurité alimentaire, déjà précaire en raison des prix élevés des aliments de base, s'est beaucoup dégradée. La CNSA et FEWS NET estiment le nombre total de personnes en insécurité alimentaire à environ trois millions, soit une augmentation soudaine de 20 pourcent en un mois.

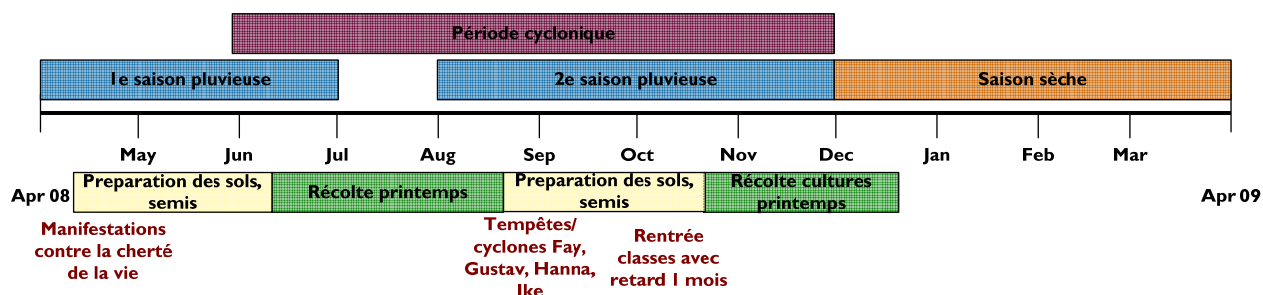
**Figure 1.** Zones où l'agriculture a été la plus affectée par les cyclones et tempêtes (provisoire)



Source : MARNDR, CNSA, partenaires terrain

- Les partenaires nationaux et internationaux se sont bien mobilisés pour venir en aide aux sinistrés et commencer les réparations les plus urgentes. Les organisations humanitaires ont bien coordonné leurs activités, en particulier à travers des 'clusters' de concertation sectorielle. La phase de secours d'urgence devrait idéalement s'étendre jusqu'en juillet 2009, quand la première récolte non directement affectée par les récentes intempéries aura lieu. Cependant, on remarque une forte tendance à la démobilité de la part des différents partenaires, alors que le redressement économique et humain du pays et l'arrêt du processus de dégradation de l'environnement sont plus prioritaires que jamais. La période de soudure de novembre et décembre 2008 sera particulièrement dure dans les zones affectées.
- Face à cette situation, il est recommandé au Gouvernement et à ses partenaires nationaux et internationaux, ce qui suit: 1) augmenter et coordonner davantage les activités de réponse d'urgence et de redressement rapide dans les zones les plus touchées par la hausse de prix des aliments de base et par les récents désastres climatiques; 2) développer et exécuter un vaste programme de restauration/protection de l'environnement et de réduction de la vulnérabilité des ménages; et 3) améliorer encore plus la gestion des risques et désastres pour mieux répondre à des catastrophes majeures.

### Calendrier saisonnier et événements significatifs



Ce rapport est rendu possible grâce au support des organisations suivantes :



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui supportent CNSA (Union Européenne, FAO, WFP) et FEWS NET (USAID).

## Situation alimentaire courante

Alors que l'on s'attendait à une réduction de l'insécurité alimentaire après le début des récoltes de printemps (fin juillet), la crise alimentaire en cours (liée aux prix élevés des denrées de base sur le marché international) s'est accentuée. L'insécurité alimentaire s'est surtout aggravée en septembre, avec le passage dans la péninsule Sud du pays de la tempête tropicale Hanna (le 1 et 2 septembre), les cyclones Gustav (le 26 août) et Ike (les 6 et 7 septembre), alors même que les eaux déversées par la tempête tropicale Fay (les 15 et 16 août) engorgeaient encore les sols. Gustav a été suivi par les tempêtes tropicales Hanna et Ike, qui ont exacerbé les dégâts occasionnés dans le sud (e.g., villes de Cayes et de Jacmel) et causé des inondations sévères dans le reste du pays, en particulier dans les Départements de l'Artibonite (e.g., villes de Gonaïves, Grande Saline et Saint Marc ainsi que dans le périmètre irrigué de la vallée), l'Ouest (e.g., la ville de Cabaret et l'île de la Gonâve). Les départements du Centre (à l'exception des villes de Hinche et Mirebalais), du Nord-est, du Nord, et du Nord-ouest ont jusqu'ici été relativement épargnés, et la saison agricole s'y déroule assez normalement. Cependant, d'autres intempéries sont possibles puisque la saison cyclonique ne s'arrêtera que fin novembre 2008.

D'après un rapport provisoire de la Direction de la Protection Civile (DPC) du 16 septembre 2008, la ville de Gonaïves a déploré 194 morts, soit environ la moitié des 423 décès enregistrés dans tout le pays. Lors de la tempête tropicale Jeanne survenue en septembre 2004, la ville avait compté environ 3,000 morts. Le nombre de décès a donc significativement diminué, en raison d'une meilleure gestion des risques et désastres (particulièrement au niveau de la sensibilisation et de l'alerte précoce) et des leçons que les habitants avaient tirées de l'expérience de Jeanne. Par contre, les observateurs notent des dégâts matériels beaucoup plus importants en 2008. Alors que dans les années antérieures, les ponts avaient généralement résisté, au moins huit ponts majeurs ont été emportés par les eaux dans la deuxième moitié de septembre 2008, rendant temporairement inaccessibles le secours d'urgence à nombreuses zones. Des dégâts énormes ont aussi eu lieu : des infrastructures d'irrigation, des adductions gravitaires d'eau potable, et d'autres infrastructures et équipements sociaux, comme les écoles et les hôpitaux, etc. ont été endommagés. Le nombre de maisons complètement détruites ou endommagées est estimé par la DPC à 67,759. La valeur de tous ces dégâts se chiffre à des centaines de millions de dollars US. Ces infrastructures, biens, et équipements physiques, devront être remplacés ou réparés le plus vite possible pour réduire le niveau de vulnérabilité et augmenter la résilience des populations.

Les cyclones et tempêtes tropicales qui se sont rapidement succédés en août et septembre ont aggravé la crise alimentaire aigue qui affectait Haïti depuis la fin 2007, en raison surtout de l'augmentation des prix des aliments de base. Cette crise avait entraîné une série de mesures et activités de réponse (subvention du riz, aide alimentaire accrue aux zones les plus vulnérables, la haute intensité de main d'œuvre, etc.) après des manifestations violentes de rue et la chute du Gouvernement en avril 2008. Cette crise s'était accentuée en août et septembre 2008 avec le passage des tempêtes. En dépit de la difficulté actuelle d'estimer la population en proie à l'insécurité alimentaire, du fait de l'insuffisance de données pertinentes (relative par exemple à la performance de l'agriculture, aux taux de malnutrition infantile, et aux transferts), la CNSA et FEWS NET estiment à environ trois millions la population en insécurité alimentaire. Les trois millions incluent les 800,000 personnes directement affectées par les cyclones et tempêtes tropicales. La population en insécurité alimentaire qui, avant les cyclones, se situait surtout dans les zones semi-arides du Nord-Ouest, du Nord-est, de l'île de la Gonâve, et de la Grande-Anse, comprend aussi dorénavant les zones rurales et les villes côtières du Sud, Sud-est, Nippes, et Artibonite.

Les sections qui suivent passent rapidement en revue l'impact des cyclones et tempêtes tropicales du mois qui s'achève sur l'insécurité alimentaire, en fonction de la disponibilité, de l'accès économique, et de l'utilisation biologique des aliments.

## Impacts des inondations sur la disponibilité alimentaire à court terme

Les dégâts provoqués par les récentes intempéries dans le secteur agricole vont réduire la production alimentaire, ce qui accroîtra encore plus, à court terme, la dépendance du pays vis-à-vis des importations alimentaires commerciales et non-commerciales. D'après le bilan alimentaire dressé par la CNSA pour l'année 2007, la satisfaction des besoins alimentaires est assurée à hauteur de 48 pour cent par les importations commerciales, de 47 pour cent par la production nationale, et de 5 pour cent par l'aide alimentaire.

En termes de pertes agricoles, les tempêtes et cyclones des mois d'août et septembre ont surtout affecté les plaines, dans lesquelles se trouvent tous les systèmes d'irrigation. Les impacts ont été plus sévères dans les départements de la Grande-Anse, Nippes, Sud, Sud-est, Ouest (zone de l'Arcahaie), et Artibonite. Les cultures les plus affectées ont été les bananiers, le riz, le haricot, et les fruitiers. Il est difficile de dire, en raison de la difficulté d'accès à toutes les zones, le pourcentage de la

production de la saison qui sera perdu, aussi bien au niveau national que local. D'après les évaluations effectuées par les services et institutions œuvrant sur le terrain, les superficies en cultures affectées sont estimées à 63,777 hectares (Tableau 1). Si l'on fait l'hypothèse que la superficie nationale emblavée est d'environ un million d'hectares, ces superficies endommagées ou perdues correspondent à environ six pourcent de la superficie emblavée. Les superficies affectées, et parfois perdues à jamais, sont toutefois en majorité des plaines alluvionnaires situées le long des rivières et constituant les meilleures zones de production agricole du pays. Au niveau local, des cultures (surtout le long des berges de rivières dans les zones côtières) ont parfois été totalement dévastées et il ne sera pas toujours possible de replanter pour récolter à la fin de la saison comme prévu. Ceci est le cas du haricot dans les zones non irriguées de la péninsule sud.

En ce qui concerne les cultures endommagées dans les zones les plus affectées, la superficie en bananiers endommagée a été estimée à 4,481 hectares, d'une superficie en bananiers totale nationale estimée à 20,000 hectares. Les pertes de production à court terme peuvent dès lors être estimées à près d'un cinquième de la production nationale. La riziculture a beaucoup souffert dans la vallée de l'Artibonite, mais le bilan définitif de la saison dépend encore de la rapidité avec laquelle les infrastructures d'irrigation, surtout dans l'Artibonite, pourront être remises en état. Le coût estimatif de la remise en état de ces infrastructures est évalué par le Ministère de l'Agriculture à environ cinq millions de dollars US. Une baisse significative de la production attendue de riz sera enregistrée, du fait que les engrais épandus en août ont, en grande partie, été lessivés par les inondations. La production nationale de riz couvrant actuellement environ le quart des besoins nationaux. Ce sera en définitive la capacité d'importation du pays et les prix du marché international (actuellement en baisse) qui seront les plus déterminants dans l'approvisionnement du pays. Les pertes en fruits et haricots ont été énormes dans la péninsule sud (qui constitue une grande zone de production), mais relativement faibles ailleurs. Il est, alors, trop tôt pour dire ce que sera la performance finale de la saison au niveau national. Des cultures qui n'ont pas tellement souffert des cyclones ou inondations, telles les racines et tubercules, ont jusqu'ici plutôt profité des fortes pluies enregistrées en ce début de saison d'hiver. Notons que la prochaine récolte, prévue normalement en décembre 2008, devrait en principe être consommée jusqu'aux environs de juillet 2009, lorsqu'une autre récolte aura lieu et que commencera la période de consommation de la saison qui n'aura pas été directement affectée par les récentes intempéries. La période normale de soudure, qui devrait avoir lieu même sans cyclones, en novembre et décembre 2008, sera particulièrement dure dans les zones affectées. Une assistance alimentaire accrue devra, par conséquent, être programmée durant la période.

Les cyclones et tempêtes tropicales ont causé la perte de nombreuses têtes de bétail, estimées par le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles, et du Développement Rural (MARNDR) à plus de 100,000, sur une population de 3,5 millions de têtes de bétail au niveau national, ce qui correspond à environ 3 pour cent de l'effectif total. La valeur des pertes en élevage est provisoirement estimée à cinq millions de dollars US. Il convient de mettre en place un programme de recapitalisation rapide dans le secteur de l'élevage, car les animaux constituent une source de revenus et une épargne sur pied très importantes, permettant à beaucoup de familles rurales d'avoir un meilleur accès aux aliments, de se faire soigner, ou d'envoyer leurs enfants à l'école.

**Tableau I.** Estimation des pertes agricoles causées par les intempéries de mi-août à mi-septembre 2008 (provisoire)

DEPARTEMENT	AGRICULTURE			ELEVAGE		PECHE	SYSTEMES D'IRRIGATION ET ROUTES	TOTAL VALEUR ESTIMEE (\$ 000)
	Superficies affectées (ha)	Perte	Valeur estimée (\$ 000)	Tête de bétail, mort ou disparu	Valeur estimée (\$ 000)	Valeur estimée (\$ 000)	Valeur estimée (\$ 000)	
ARTIBONITE	20,400	32%	1,000	1,897	139		1,370	2,510
OUEST	10,650	17%	0	13,400	0	385	472	857
NIPPES	4,634	7%	0	4,595	211		103	314
NORD	13,373	21%	14,980	7,178	723		256	15,958
NORD'EST	1,985	3%	9,021	571	48		94	9,163
NORD'OUEST	1,051		2,628	3,197	0	17,500	176	20,304
SUD	6,125	10%	0	920	900		590	1,490
SUD'EST	2,390	4%	1,022	58,617	2,382	42	865	4,311
GRAND'ANSE	2,695	4%	4,717	673	50	50	75	4,893
CENTRE	1,025	2%	1,016	408	66	-	293	1,375
<b>TOTAL</b>	<b>64,328</b>	<b>98%</b>	<b>34,383</b>	<b>91,456</b>	<b>4,520</b>	<b>17,976</b>	<b>4,293</b>	<b>61,173</b>

Source: Directions départementales du MARNDR

Informations encore manquantes

- Ne s'applique pas

Le coût total des dégâts agricoles (cultures, élevage, infrastructures agricoles) rapporté par les services agricoles déconcentrés est provisoirement fixé à 61 millions de dollars US (Tableau 1). Du Produit Intérieur Brut agricole (PIBA) d'environ 1,5 milliards de dollars US pour l'exercice 2006-07 (source : PNUD), ce coût représente 4 pour cent (soit un pour cent du PIB).

### **Impacts des inondations sur l'environnement et la production agricole à long terme**

Des aléas climatiques des mois d'août et septembre a résulté une dégradation des écosystèmes (pollution des zones humides, dégradation des bassins versants, dépôts d'alluvion, et de colluvion au niveau des surfaces cultivées, réduction de la biodiversité, accroissement des maladies des plantes, etc.) et une diminution des services écologiques (fertilisation naturelle, régulation naturelle des pestes, pollinisation, etc.). Ceci a eu de sévères impacts sur la production agricole actuelle et future par diminution de la perméabilité des sols et la réduction de la surface cultivée et sur le dysfonctionnement du cycle hydrologique (difficulté de recharge des nappes, obstruction des systèmes d'irrigation, etc.).

Haïti étant déjà très vulnérable aux cyclones et tempêtes tropicales avant la dernière série de catastrophes, les pluies exceptionnellement abondantes des dernières semaines ont décapé beaucoup plus que d'habitude la couche fine de terre arable sur les flancs de montagnes, creusé plus profondément les ravines, emporté des centaines, si non des milliers, d'hectares. Elles ont également détruit un grand nombre de maisons situées le long des rivières, surtout à proximité des embouchures, et déversé des roches sur les sols alluvionnaires des plaines.

L'ensablement des rivières, des canaux d'irrigation, et de lacs, ou la boue qui a rempli maisons et rues dans les villes inondées, témoignent de l'immense perte de couche arable du sol des mornes. Pour la ville de Gonaïves, les experts évaluent à trois millions de mètres-cubes le volume de boue qui a envahi la ville. Il faudra plusieurs mois de nettoyage pour l'évacuer complètement. Un programme ambitieux et soutenu de protection de l'environnement (incluant la lutte antiérosive et le reboisement) est plus urgent que jamais pour ralentir la dégradation de l'environnement et de la résilience des populations vis-à-vis des systèmes climatiques extrêmes, et à d'autres chocs. En conséquence, en plus des ressources financières et l'expertise nationale et internationale mobilisées pour l'intervention d'urgence, il faudrait mobiliser beaucoup plus de ressources pour le long terme afin de stopper la dégradation continue de l'environnement et réduire la vulnérabilité des ménages. Ceci constitue une condition *sine qua non* pour prévenir la répétition des tragédies comme celles que le pays vient de connaître.

### **Impacts des inondations sur l'accès aux aliments**

La majorité des ménages, y compris en milieu rural, dépend de l'achat des aliments sur le marché pour son alimentation. Cela fait jouer aux revenus monétaires et aux prix des aliments de base (aussi bien que les prix d'autres biens et services essentiels, tels que le logement, l'éducation, la santé, et le transport) un rôle crucial dans la sécurité alimentaire du pays. Suite aux inondations, les prix des aliments et d'autres biens comme le carburant ont beaucoup augmenté dans les zones sinistrées, en raison de l'effondrement de ponts et des éboulements sur les routes qui ont rendu leur approvisionnement difficile. Cette situation n'est pas conséquence sur les revenus, les prix des aliments et d'autres biens, et les services essentiels. Alors que les prix du riz à Port au Prince et à Jacmel avaient été à peu près égaux avant les intempéries, ils ont connu après une hausse d'environ 30 pour cent à Jacmel. Ces différences par rapport à Port au Prince ont été aussi significatives pour les autres villes coupées de Port au Prince, telles que Les Cayes et Gonaïves. Avec l'ouverture progressive des grands axes routiers nationaux, grâce aux efforts conjugués du Ministère des Travaux Publics et de l'assistance internationale, et l'acheminement des aides alimentaires d'urgence, les écarts de prix reviennent progressivement à la normale.

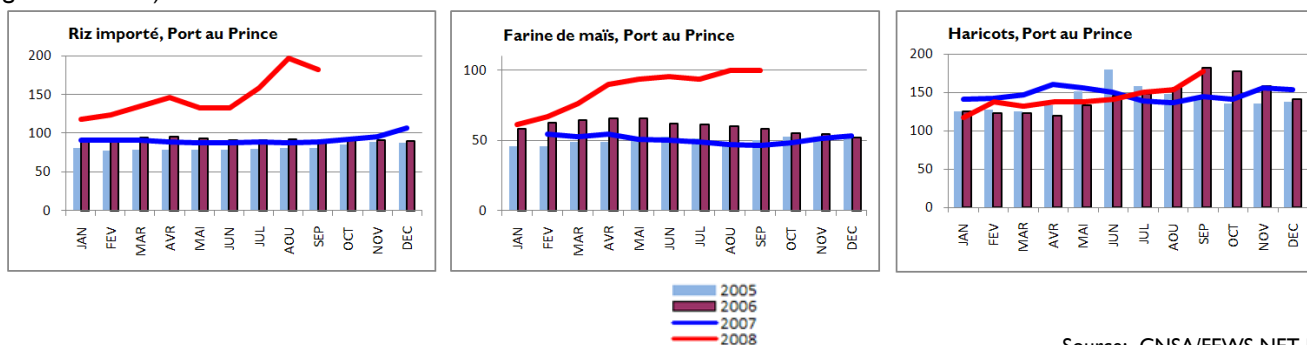
Les prix internationaux des aliments de base, tels que le riz, le maïs, et le blé, diminuent progressivement, mais restent relativement élevés. Cette baisse commence à se répercuter sur le marché local (Figure 2). Les prix restent néanmoins plus élevés qu'au mois d'avril, le mois des dernières manifestations de rue contre la hausse du coût de la vie. Le taux d'inflation est malheureusement remonté ces derniers mois, atteignant 18,8 pour cent au mois d'août. Ceci renchérit encore plus le coût de la vie, alors que se prépare la rentrée des classes que le Gouvernement avait retardée d'un mois pour réparer les écoles endommagées et trouver une solution pour les familles qui s'y étaient temporairement abritées. La rentrée des classes, programmée pour le 6 octobre prochain, implique des coûts scolaires et de transport élevés, et alourdit encore plus les dépenses des ménages. Les familles pauvres pourraient, comme d'habitude, retenir les enfants jusqu'à la session de

janvier, ce qui priverait ces derniers des enseignements du premier trimestre et des repas fournis dans le cadre des cantines scolaires disponibles dans toutes les zones vulnérables.

Les revenus monétaires, l'autre composante de l'accès aux aliments, ont considérablement chuté dans les zones affectées. Dans la ville inondée de Gonaïves, les familles ont tout perdu (stocks de nourriture dans les maisons, habits, équipements domestiques, etc.). Ceux qui avaient des métiers (petit ou gros commerces, ateliers, professions libérales) ne pourront pas reprendre rapidement, sans des d'appuis extérieurs significatifs (e.g., recapitalisation des moyens de subsistance, notamment par octroi de crédit). Non seulement ces gens perdront leurs moyens d'existence, mais tous ceux qui étaient à leur charge ne peuvent plus compter sur eux. Ceci dit, l'assistance humanitaire actuelle aux plus vulnérables, consistant essentiellement des aides alimentaires et non-alimentaires, ne suffira pas pour assurer à court et à moyen terme les biens et services essentiels, en grande partie fournis auparavant par le secteur privé.

Si les conditions économiques et sociales ne sont pas rétablies rapidement, des ménages vont décider de migrer vers les villes plus favorisées, comme Port au Prince. Ceci exercerait une plus grande pression sur les services publics déjà insuffisants dans la région métropolitaine. Le recours aux travaux de haute intensité de main-d'œuvre, qui viennent de commencer dans le cadre du nettoyage des villes inondées, du curage, et du colmatage des brèches des rivières et canaux, permet de compenser en partie la perte des revenus traditionnels des ouvriers non qualifiés. Cependant, des programmes

**Figure 2.** Evolution des prix nominaux au détail des produits de base, marché de Croix de Bossales, Port au Prince (en gourdes/6 lbs.)



Source: CNSA/FEWS NET Haiti

complémentaires, tels que l'octroi de crédits bonifiés pour les commerçants, devront être conçus et mis en place rapidement pour permettre la restauration rapide du tissu social et économique des zones affectées.

### Impacts des inondations sur l'utilisation biologique des aliments

Suite aux inondations, à la destruction des systèmes d'approvisionnement en eau potable, et à la contamination de celle-ci, des problèmes de diarrhée ont été signalés dans les villes les plus affectées, notamment aux Cayes. De nombreux cas d'infections cutanées ont été aussi signalés dans les abris provisoires, et les experts craignent une augmentation des cas de malaria dans les jours à venir. Si cela devait se produire, les conséquences seraient l'accroissement des dépenses liées à la santé, l'incapacité des membres actifs des ménages à travailler, et pour toute la population des zones affectées, une faible utilisation de la nourriture consommée. Les taux de malnutrition devraient en conséquence augmenter. Les données relatives à la malnutrition, notamment infantile, ne sont pas bien centralisées ou facilement accessibles. Selon des informateurs-clefs, les taux de malnutrition aigue sévère pour les enfants de moins de cinq ans seraient passés dans la zone côtière sud de 1-1.5 pour cent avant les cyclones à 3 pour cent ou plus deux semaines après les cyclones. La malnutrition dans des quartiers populaires pauvres de la zone métropolitaine de Port au Prince, tels que Saint Martin et Martissant, serait encore plus graves qu'en milieu rural. Dans ces derniers quartiers, la malnutrition aigue sévère dépassait déjà des taux alarmants de 2.5 pour cent en juin 2008 par exemple.

### Stratégies de survie et réponses d'urgence

Les moyens d'existence des populations auparavant en insécurité alimentaire, et qui se localisaient surtout en milieu rural, se sont dégradés suite à la perte de bétail, à l'accès difficile aux zones comme l'Artibonite (elle-même parmi les plus sinistrées maintenant), qui traditionnellement attiraient les travailleurs migrants des zones moins favorisées. Il est à



craindre que les stratégies très nocives de survie, telles la coupe de bois pour la production de charbon, s'intensifient. Dans les villes les plus inondées, notamment Gonaïves, l'étendue des dégâts fait que les résidents ne peuvent plus exercer leurs métiers respectifs et ne disposent plus de grande marge de manœuvre en termes de stratégies de survie. Il y a un risque évident que les populations les plus affectées tentent de migrer vers la zone métropolitaine relativement plus favorisée, ce qui engorgerait encore plus les services publics existants et causerait à moyen terme un regain d'insécurité civile.

Beaucoup de victimes des récentes intempéries ne survivent actuellement que grâce à l'aide alimentaire et non-alimentaire. Les agences des Nations Unies, les ONGs, le Gouvernement, des organisations de la société civile, ainsi que les membres de famille non affectés, y compris dans la diaspora, font de leur mieux pour venir en aide aux victimes. Toutefois, selon le PNUD, l'appel d'urgence pour Haïti n'avait reçu au 30 septembre qu'environ 20 pour cent des 108 millions de dollars US requis. De plus, les mois d'octobre et de novembre constituent une période de soudure difficile pour les ménages ruraux. Octobre sera en plus, cette année, le mois difficile de la rentrée des classes. Une assistance alimentaire accrue devra être programmée surtout au mois de novembre jusqu'en juillet 2009, le mois durant lequel la première récolte non directement affectée par la saison cyclonique en cours devrait avoir lieu.

Il convient de noter la bonne coordination qu'il y a au sein des acteurs humanitaires internationaux, notamment par le biais de leurs réunions de coordination par 'clusters', encore que de meilleurs résultats pourraient être atteints par la participation des services gouvernementaux dans ces 'clusters'.

La fin de la phase de secours d'urgence fait cependant apparaître une tendance de la communauté internationale à se démobiliser, alors que les différents partenaires devraient rester fortement engagés pour aider au redressement économique et humain rapide du pays et à arrêter la dégradation de l'environnement et de la résilience de la population.

## Recommandations

Vu la récente détérioration de la sécurité alimentaires courante et chronique en Haïti, il est recommandé au Gouvernement, bailleurs de fonds, organisations de la société civile, et autres intervenants de terrain ce qui suit :

1. Augmenter et intensifier les activités de réponse à la crise alimentaire qui étaient déjà en cours, y compris par l'accélération de la réparation des infrastructures d'irrigation pour relancer la saison d'hiver et par la recapitalisation des exploitations agricoles et non-agricoles ;
2. Développer un programme de restauration/protection de l'environnement et de réduction de la vulnérabilité, en renforçant les éléments appropriés contenus dans les stratégies existantes. Ce programme pourrait comprendre les éléments suivants: 1) la réhabilitation des infrastructures physiques endommagées par les inondations; 2) la recapitalisation des exploitations notamment par la restauration du cheptel perdu; 3) l'augmentation de la productivité agricole; 4) la protection des bassins versants (par le reboisement, la correction des ravines et des berges, la lutte antiérosive, etc.); 5) la relocalisation des habitations et des quartiers des villes vers des zones moins exposées aux inondations; 6) la promotion des investissements dans différents secteurs porteurs de l'économie; 7) l'expansion des activités susceptibles d'atténuer la malnutrition chronique ; et 8) le renforcement de la coordination, suivi et évaluation des programmes de développement et des opérations de réponse aux crises ;
3. Améliorer encore plus la gestion des risques et désastres pour mieux répondre à une série de catastrophes majeures comme celles qui viennent de s'abattre sur le pays.

Ce rapport est produit avec la collaboration de:

